

De 1966 à 1998 : une histoire jalonnée d'obstacles

Philippe Guillot, premier lauréat du CAPES de SES à la Réunion, a mis en place le département des sciences économiques et sociales à l'IUFM. Depuis qu'il enseigne, il a connu bien des réformes. "L'actuelle filière "ES" s'appelait au départ "Initiation aux faits économiques et sociaux". Elle est d'abord née dans les lycées techniques (devenus de ce fait polyvalents) en même temps que la section G, suite à la réforme Fouchet qui voulait alléger les sections littéraires, alors pléthoriques", explique Philippe Guillot. "Par cette nouvelle filière, le ministre entendait ouvrir des débouchés vers les facultés de droit et de sciences économiques. Il s'agissait aussi pour lui de donner une vision plus moderne aux concitoyens ; les Français étaient relativement ignorants en économie". A la rentrée 66/67, est donc mise en place la première seconde "AB", suivront la 1^{ère} "B" à la rentrée 67/68 puis le premier bac "B" à la rentrée 68/69 (7 784 lycéens sont reçus). "On a créé une seconde "AB" car la section "B" était bien associée aux sections littéraires. Le français avait une place importante", poursuit Philippe Guillot. "Au début, ce sont des professeurs d'histoire-géographie ou de sciences et techniques économiques (STE), anciennes G, mais aussi des jeunes maîtres-auxiliaires à peine sortis de l'université qui ont assuré les enseignements. C'était une étape transitoire avec des manuels universitaires, et des programmes très vagues". Mais très vite, un sentiment de méfiance naît à l'encontre de cette nouvelle section où l'on pense que seront envoyés de nombreux élèves médiocres. Par ailleurs, les professeurs d'histoire-géographie et ceux de STE estimaient qu'on leur prenait leur public.

"De 1969 à 1973, ce sera la période de décollage", affirme le professeur de l'IUFM. "Le

premier CAPES date d'ailleurs de 1969. Les nouveaux enseignants développent progressivement une autre pédagogie. Ils apprennent aux élèves à apprendre, à réaliser de plus en plus d'enquêtes, à travailler en groupe. Dans le même temps, l'APSES est créée". Les méthodes de travail favorisent l'autonomie, la recherche documentaire, l'utilisation de centres de documentation, l'élaboration de dissertations, les exposés sur dossiers...

Cependant, à partir de 1973 et jusqu'en 1981, la filière vivra dans l'incertitude. "A chaque rentrée, je me demandais si j'allais être prof de SES l'année suivante", se souvient Philippe Guillot.

ET LA GAUCHE ARRIVA AU POUVOIR

En 1973, Joseph Fontanet, alors ministre de l'Education nationale, envisage d'intégrer la section "B" aux STE. Mais le président Georges Pompidou décide et la réforme est abandonnée. "La plus importante menace date tout de même de l'année scolaire 79-80 lorsque Joël Bourdin, recteur, porte un jugement négatif sur les sciences économiques et sociales arguant qu'elles sont pluridisciplinaires et qu'elles ne sont pas enseignées en tant que telles à l'université. Il met en cause nos méthodes pédagogiques; elles lui paraissaient peu rigoureuses. Joël Bourdin demande alors la suppression de la section "B" et sa fusion avec les STE".

L'APSES se mobilise, appelle à la grève pour un adjectif "sociales". Une pétition est signée par de nombreuses personnalités, des universitaires, notamment des sociologues, et des hommes politiques. On retrouve parmi les signataires Laurent Fabius, Jean-Pierre Chevènement et Lionel Jospin, qui a aujourd'hui comme ministre de l'Education, Claude

Allègre. En 1981, la gauche arrive au pouvoir, Alain Savary applique la réforme concoctée par son prédécesseur Christian Beullac. Les sciences économiques et sociales deviennent une option obligatoire en seconde indifférenciée. Ce sera désormais de l'initiation économique et sociale.

"C'était un avantage important puisque la discipline touchait alors tous les élèves", souligne l'enseignant. "En revanche, on passait de 4h à 2h d'enseignement, ce qui constituait un handicap pour mettre en place des méthodes actives". En 1985, autre changement d'orientation, avec Jean-Pierre Chevènement à l'"Educ-nat". "Il propose de diviser la section "B" en une section B1 (littéraire orientée vers la sociologie, le droit et la politique) et une section B2 (scientifique, orientée vers les maths et les STE); or, les enseignements devaient être assurés par les profs de STE. Notre crainte à l'époque était aussi de voir partir les meilleurs élèves en B2". Cette réforme n'est jamais passée sous la gauche. Cependant, elle a ressurgi l'année suivante, lors de la première cohabitation avec René Monory, à la rue de Grenelle. Malheureusement, ses intentions réformatrices seront contrariées par la contestation estudiantine en raison du projet Devaquet. En 1988, la gauche revient aux affaires, Jospin engage alors la rénovation pédagogique des lycées qui ne sera applicable qu'en 1993/1994 en seconde, sous Bayrou. La voie "ES" comporte dorénavant en plus d'un tronc commun composé de huit enseignements obligatoires en première et sept en terminale, des enseignements optionnels et un enseignement de spécialité. Trois grands profils se dégagent : le profil ES-maths, le profil ES-langues et le profil ES-SES. Jusqu'à une nouvelle réforme ?